

La diplomatie économique turque en Afrique Subsaharienne: Réalités et enjeux

[Turkish Economic Diplomacy in Sub-Saharan Africa: Realities and Challenges]

Bouchaib EZ-ZAHRI

Unité de recherche GAMO, Département des Science Economiques, Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales-Souissi,
Université Mohammed V, Rabat, Morocco

Copyright © 2021 ISSR Journals. This is an open access article distributed under the *Creative Commons Attribution License*, which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original work is properly cited.

ABSTRACT: Since the AKP (Party for Justice and Development) political party came to power in 2002, Turkey seems to be paying particular attention to economic cooperation with Sub-Saharan Africa. Since 2005, declared by Ankara «year of Africa», Turkey has multiplied its actions and initiatives towards SSA: organization of partnership summits and Turkey-Africa business and investment forums accompanied by increasing integration in African regional organizations. The objective of this article is to comprehend this recent deployment of Turkish economic diplomacy vis-à-vis the Sub-Saharan Africa by stressing the evolution of its economic and trade relations with SSA, the governmental action, the role of private actors, but also the motivations and challenges. Analyzing these aspects has enabled us to observe the particularity of the Turkish economic diplomacy in terms of approach and commitments of private actors in the promotion of the Turkish economic interests in SSA and the complementarity of its role with the official economic diplomacy. As a result, the volume of Turkish-African trade has increased significantly since 2005. In addition, this economic diplomacy has also been put to the service of diplomatic issues on the Continent.

KEYWORDS: Turkey, Sub-Saharan Africa, Foreign policy, Economic diplomacy, private actors, trade, FDI.

RESUME: Depuis l'arrivée au pouvoir du parti politique AKP (Parti pour la justice et le développement) en 2002, la Turquie semble porter une attention particulière à la coopération économique avec l'Afrique Sub-saharienne. Depuis 2005, déclarée par Ankara « année de l'Afrique », la Turquie a multiplié ses actions envers l'ASS: organisation de sommets de partenariat et de forums d'affaires et d'investissement Turquie-Afrique accompagnée d'une insertion croissante dans les organisations régionales africaines. L'objectif de cet article est d'appréhender ce déploiement récent de la diplomatie économique turque vis-à-vis de l'Afrique Sub-saharienne en mettant l'accent sur l'évolution de ses relations économiques et commerciales avec cette aire géographique, le poids de l'action gouvernementale, le rôle des acteurs privés, mais également sur les enjeux et les défis. Notre démarche d'analyse de ces aspects, nous a permis de constater une particularité de la diplomatie économique turque en termes d'approche et d'engagements d'acteurs privés dans la promotion des intérêts économiques turcs en ASS et la complémentarité du rôle de ces derniers avec la diplomatie économique officielle. En conséquence, le volume des échanges commerciaux turco-africains a augmenté de manière significative depuis 2005. En plus, cette diplomatie économique a été mise également au service d'enjeux diplomatique sur le Continent.

MOTS-CLEFS: Turquie, Afrique Sub-saharienne, Politique étrangère, Diplomatie économique, acteurs privés, échanges commerciaux, IDE.

1 INTRODUCTION

Au cours des deux dernières décennies, la diplomatie économique a émergé progressivement et l'économie est devenue le principal moteur de l'influence politique. Les principales économies mondiales concentrent désormais leurs activités diplomatiques sur leurs intérêts économiques et commerciaux ainsi que sur ceux de leurs secteurs privés.

Bien qu'il ne s'agisse certainement pas d'un domaine nouveau, la réflexion scientifique et pratique sur le sujet pointe du doigt les défis et les opportunités actuels. Il s'agit d'un examen de la diplomatie économique au sens le plus large, en d'autres termes comme faisant partie de la politique étrangère visant à promouvoir la croissance et la prospérité d'un pays, et en même temps comme un instrument de positionnement à l'échelle internationale.

Dans le contexte actuel de Covid-19, la diplomatie économique a gagné davantage en importance en raison des conséquences économiques de la pandémie sur l'économie mondiale. Tous les Gouvernements du globe sont pleinement mobilisés au service de leurs entreprises avec une attention toute particulière accordée à celles exportatrices pour préserver leurs présences à l'international. C'est un contexte auquel la diplomatie économique est désormais confrontée à un changement de paradigme qui a dicté une réorganisation du rôle de l'Etat sur le plan économique externe afin d'accompagner au mieux les acteurs économiques et de répondre à leurs attentes.

La nature et la portée de la diplomatie économique, à l'aide de laquelle les États recherchent la prospérité économique et la saisie des différentes opportunités économiques qui s'offrent à l'échelle mondiale, ne cessent d'évoluer. Les approches occidentales traditionnelles d'organisation des relations entre le Gouvernement et les entreprises, ou entre les secteurs public et privé, semblent moins pertinentes aujourd'hui que les nouvelles expériences de certains pays émergents.

En effet, la diplomatie économique reflète les différents types de capitalismes pratiqués par l'Occident et l'Orient (à ce titre le capitalisme de laissez-faire classique occidental et le capitalisme d'État pratiqué dans certains pays) et comprend différents types de démarches et d'organisation public-privé dans lesquelles l'équilibre entre le pouvoir public des États et le pouvoir des entreprises sont en train de changer.

A ce titre, l'expérience récente d'ouverture économique de la Turquie sur l'Afrique Subsaharienne (ASS) nous semble un cas d'étude pertinent pour comprendre les différentes mutations de vision, d'organisation, de fonctionnement de la nouvelle diplomatie économique. C'est un cas révélant un changement mais s'inscrivant dans la continuité où la diplomatie économique est devenue un champ de premier plan dans la politique étrangère.

Le choix de l'Afrique subsaharienne en tant que champ d'étude et de théâtres de la diplomatie économique turque est justifié par plusieurs raisons. Tout d'abord, l'orientation de la Turquie envers l'Afrique subsaharienne est récente, et suscite des interrogations. Ensuite, l'émergence de nouveaux acteurs économiques privés turcs sur le continent africain a fortement permis à la Turquie de jouer un rôle croissant en ASS à côté d'autres puissances économiques mondiales.

Depuis l'arrivée au pouvoir du parti politique AKP (Parti pour la Justice et le Développement) en 2002, la Turquie semble porter une attention particulière envers l'Afrique subsaharienne, alors que depuis l'après deuxième guerre mondiale cet aire géographique ne figurait pas parmi les intérêts prioritaires de la Turquie.

Pour bien appréhender ce changement de cap et l'intérêt que porte la Turquie pour l'ASS, les questions suivantes se posent avec acuité: Quelles approches de diplomatie économique en ce 21^{ème} siècle ? Qu'en est-il de la diplomatie économique de la Turquie en ASS ? Peut-on parler d'une nouvelle diplomatie économique turque en ASS ou est-ce toujours le monopole de l'Etat ? Si une telle diplomatie existe, quels sont les acteurs compétents à sa formulation et à sa mise en œuvre ?

Dans le cadre de notre démarche pour apporter des réponses aux questions susmentionnées, nous allons essayer dans un premier temps de définir la diplomatie économique, d'appréhender ses différentes approches et sa nature, puis se pencher dans un deuxième lieu sur le cas de la Turquie en ASS en analysant son évolution, ses acteurs, la place et le rôle de l'Etat, ainsi que ses enjeux et ses contraintes dans la conduite de sa diplomatie économique.

2 ESSAI DE DÉFINITION

La diplomatie et l'économie sont de plus en plus associées. Le dictionnaire de diplomatie de Berridge et James¹ nous propose deux définitions. Il s'agit d'abord de la « diplomatie qui concerne les questions de politique économique, incluant le travail des délégations à des conférences telles que celles organisées par des organismes comme l'Organisation Mondiale du Commerce. Bien que distincte de la diplomatie commerciale ayant cours lors de missions diplomatiques, elle englobe également l'activité de suivi et le rapportage sur les politiques économiques dans les pays tiers ainsi que les conseils sur les meilleurs moyens de les influencer »

Si la diplomatie est considérée comme le prolongement de la politique étrangère d'un État et la politique étrangère comme la promotion des intérêts nationaux, la diplomatie économique devrait idéalement comporter la promotion des intérêts économiques

¹ Berridge and James, "Dictionary of diplomacy", *Palgrave*, 2001.

nationaux. Cependant, les influences sur la politique étrangère découlent des politiques nationales et des pressions exercées par des acteurs non étatiques au sein de cet État, et les intérêts nationaux sont défendus par les acteurs étatiques et non étatiques.

La tâche de maximiser les gains face à la mondialisation et à l'interdépendance économique pose un défi aux acteurs de la diplomatie et des relations internationales. L'environnement international est en constante évolution et les questions d'intérêt national et mondial sont par conséquent de nature dynamique et non statique. Il y a également une augmentation du nombre d'organisations internationales et de forums pour répondre aux besoins économiques croissants, associée à une augmentation du nombre d'acteurs impliqués.

Alors que la ligne de démarcation entre la politique intérieure et la politique étrangère se rétrécit et devient plus compliquée et associée à la multiplicité des acteurs, la conduite de la diplomatie économique appelle à l'innovation et à une approche multidisciplinaire afin de maximiser efficacement les gains. Cela implique la nécessité de penser comme un économiste mais d'agir comme un diplomate, un rôle complexe et exigeant pour les diplomates. Cette tâche ardue échappe à la plupart des acteurs censés produire des résultats dans la conduite de la diplomatie économique.

Bon nombre d'études ont tenté de définir la diplomatie économique avec des résultats différents. Kishan S. Rana l'a défini comme étant « la méthode par laquelle les États conduisent leurs relations économiques extérieures. Elle englobe la manière dont ils prennent les décisions au niveau national, comment ils négocient au niveau international et l'interaction des deux processus »². Cette définition adopte une vision des acteurs dans le domaine de la diplomatie économique centrée sur l'État, en mettant l'accent sur le processus décisionnel et les négociations.

En d'autres termes, la diplomatie économique est « le processus par lequel les pays abordent le monde extérieur afin de maximiser leurs gains nationaux dans tous les domaines d'activité, y compris le commerce, l'investissement et d'autres formes d'échanges économiquement bénéfiques, où ils bénéficient d'un avantage comparatif; elle revêt une dimension bilatérale, régionale et multilatérale, chacune d'elles étant importante »³. Cette conception de la diplomatie économique donne une dimension différente en ventilant certains éléments de la diplomatie économique en introduisant les aspects commerciaux du sujet, qui est, le commerce et l'investissement, ainsi que différents niveaux pour la conduite de la diplomatie économique.

La diplomatie économique est traditionnellement définie comme la prise de décision, l'élaboration des politiques et la défense des intérêts de l'État. La diplomatie économique nécessite le recours à des experts techniques qui analysent les effets de la situation économique d'un pays (État d'accueil) sur le climat politique et les intérêts économiques de l'État d'envoi. L'État d'origine et l'État d'accueil, des dirigeants d'entreprises étrangères ainsi que des décideurs gouvernementaux travaillent ensemble sur certaines des questions les plus pointues de la politique étrangère, telles que le commerce, la finance, la technologie, etc. La polyvalence, la flexibilité, le discernement et les solides compétences en affaires sont indispensables à l'exécution de la diplomatie économique.⁴

Une autre définition pratique de la diplomatie économique est qu'elle est « essentiellement un processus d'intégration de la dimension économique dans une perspective de politique étrangère dans le but de promouvoir davantage les intérêts économiques avec la coopération du monde extérieur au moyen de la négociation. Les acteurs impliqués dans de telles démarches devraient donc être bien informés »⁵.

De sa part, le Professeur et Chercheur M. Mohamed Harakat l'a défini comme « un triangle de relations dynamiques États-États, États-entreprises et entreprises-entreprises »:

« Une telle diplomatie se réfère à la mise en œuvre d'une politique extérieure savante, cohérente et claire par l'implication d'un ensemble d'acteurs institutionnels (État, affaires étrangères, entreprises, collectivités territoriales, agences de développement, organisations professionnelles, ONG, universités, think tanks, diaspora, médias, etc.) au moyen de l'exploitation d'informations, d'expertises, d'idées et de négociations appuyées par un réseau de présence à l'étranger et dans les organisations internationales ».⁶

Partant des différentes définitions présentées, ci-dessus, on admet que la diplomatie économique peut être définie de différentes façons et qu'il n'existe pas une définition unique. Dans ce cadre, il est donc nécessaire d'avoir une vue d'ensemble des dimensions de la

² Kishan S. Rana, "Economic Diplomacy: The Experience of Developing Countries", Chapter 11, *The new economic Diplomacy: decision-making and negotiation in international economic relations* / N. Bayne; S. Woolcock, *Ashgate*, 2007.

³ Idem.

⁴ Contributeurs Wikipedia, "Economic diplomacy", *Wikipedia*, The Free Encyclopedia.

⁵ Institut des Affaires Etrangères, "Report of the Policy Study Group on Nepal's Economic Diplomacy", 2002.

⁶ Mohamed Harakat, "la nouvelle diplomatie économique en Afrique: paradigmes et modèles", édition l'Harmattan 2020, P24.

diplomatie économique. La définition que nous retenons ici fournit une vision pluridisciplinaire de la nouvelle diplomatie économique⁷. Elle repose en effet au moins sur trois axes dont la portée est plus large que l'on retrouve dans toutes les définitions de la diplomatie économique:

1. La facilitation de l'accès aux marchés étrangers pour les entreprises nationales,
2. L'attractivité des investissements directs étrangers (IDE) sur le territoire national,
3. L'influence des règles internationales pour servir les intérêts nationaux.

Le terme de diplomatie économique recouvre l'utilisation par un État d'un large éventail d'instruments économiques à l'étranger afin de garantir ses intérêts nationaux, avec la participation d'un ensemble d'acteurs (société civile, secteurs public et privé).

3 PRINCIPALES APPROCHES DE DIPLOMATIE ÉCONOMIQUE

Traditionnellement, la diplomatie centre son action sur la coopération politique internationale, la sécurité et le maintien de la paix. Mais au cours des dernières décennies, l'influence des relations économiques et commerciales, de plus en plus forte, modifie cette approche et fait de l'économie l'un des éléments centraux de la nouvelle diplomatie des États.

Si le constat d'une place croissante de l'économie dans le domaine de la diplomatie bénéficie d'un consensus, deux visions différentes de la diplomatie économique en sont généralement proposées, comme le fait distinguer Christian Chavagneux⁸. La théorie « réaliste », la plus communément répandue chez les spécialistes de relations internationales, repose sur l'idée qu'il ne s'agit que d'une extension du champ diplomatique traditionnel des États vers le domaine économique, en liaison avec la montée des interdépendances entre les économies.

La littérature en relations internationales sur la diplomatie économique est principalement dominée par le paradigme néoréaliste. Selon la théorie néo-réaliste, la sécurité est le déterminant clé des relations économiques internationales et les États mènent la diplomatie économique dans « la poursuite de la sécurité économique dans un système anarchique ». Bien que la sécurité économique puisse être une motivation irréfutable pour les États, le paradigme néoréaliste est incomplet couvrant tous les volets de la diplomatie économique.

Pour les tenants de cette première approche, initiée essentiellement aux États-Unis, les transformations du monde de ces dernières décennies n'ont pas fondamentalement altéré la nature du système international, qui reste déterminé en priorité par ses acteurs principaux, les États. Certes, la hiérarchisation entre la « haute politique », celle des questions de sécurité, et la « basse politique », celle de l'aspect politique des relations économiques internationales, n'a plus cours.

Également, ils considèrent qu'il est évident que l'économie occupe désormais une place centrale dans les relations interétatiques et qu'il existe d'autres acteurs internationaux outre les États, en particulier les entreprises multinationales. Mais c'est la répartition du pouvoir politique entre les États qui définit les conditions de la production de richesse au niveau mondial. Dans un monde conflictuel par nature, les États les plus puissants influencent, de la manière qui leur semble la plus profitable, la division internationale du travail.

Cette approche reste dans une logique de subordination de l'économie au politique. L'économie internationale n'est qu'un champ parmi d'autres d'interactions entre les États. Même si d'autres acteurs sont présents, ils ne sont pas assez puissants pour influencer le système mondial.

La seconde approche, qui trouve son initiation dans les travaux de recherche de Susan Strange⁹ à l'inverse de la précédente, considère que la capacité des États à définir les règles du jeu économique et social mondial a été largement érodée par la montée du pouvoir relatif des acteurs privés. Cela ne signifie aucunement que les États-Nations soient amenés à disparaître et que le système international soit à l'aube d'un monde sans frontières dominé par les entreprises multinationales. Les États restent des acteurs importants et même les entreprises multinationales conservent un ancrage fort avec leur territoire d'origine dans des domaines structurants (financements, règles d'origine, recherche et développement, etc.).

Pourtant, le rythme soutenu des innovations technologiques impose aux entreprises un renouvellement plus rapide des équipements. Le coût total du capital augmente en même temps que sa durée de vie diminue. Les entreprises doivent donc chercher à

⁷ Dans la littérature, le concept de « nouvelle diplomatie économique » est désigné pour souligner les récentes mutations qu'a connues la diplomatie économique durant les dernières années.

⁸ Christian Chavagneux, « la diplomatie économique : plus seulement une affaire d'Etat », *pouvoir* n° 88, 1999.

⁹ John Stopford et Susan Strange avec John S. Henley, « Rival States, Rival Firms: Competition for World Market Shares », *Cambridge University Press*, 1991.

maintenir leurs profits, ce qu'elles font en agrandissant la taille de leur marché. Plus que les entreprises, ce sont les marchés qu'elles servent qui se sont mondialisés. Les États entrent alors en concurrence pour attirer sur leur territoire les activités productrices de richesses destinées à servir ces marchés mondialisés.

Leur objectif premier est d'assurer ainsi l'ordre interne et la cohésion sociale de leur société plus que de conquérir des territoires ou de se prémunir contre des attaques militaires. De leur côté, les firmes multinationales doivent faire face à un environnement concurrentiel accru ainsi qu'aux décisions politiques des États.

Cette nouvelle diplomatie économique se caractérise par des transactions entre les États et les entreprises, où le contrôle sur les bénéfices attendus peut être négocié. À l'inverse, la diplomatie économique traditionnelle est incapable de contrôler les conséquences des actions décidées par les marchés financiers mondiaux, qui ont échappé au contrôle des grandes puissances mondiales et des grands groupes économiques.

4 PROFONDEUR STRATÉGIQUE DES INTÉRÊTS ÉCONOMIQUES DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE TURQUE

Avec le développement de la mondialisation économique, l'ouverture de nouveaux marchés pour les biens et les produits, la protection et l'attractivité des investissements est devenue un élément central de la politique étrangère des États. Cela entraîne une redéfinition des relations régionales en fonction des intérêts économiques dans un long processus.

Récemment, il y a eu beaucoup de discussions entre chercheurs sur la politique étrangère de la Turquie et sur son parcours considéré différent de celui des pays occidentaux. Un certain nombre d'explications ont été avancées par quelques chercheurs¹⁰. Celles-ci allant d'une politique « optimiste » basée sur les principes francs de « zéro problème avec les voisins » à une marque de néo-ottomanisme fondée sur une volonté de « réécrire le traité de Sèvres » qui a mis fin à l'Empire ottoman en 1920.

Dans les travaux réalisés pour expliquer les changements profonds de la diplomatie turque, peu d'attentions ont été accordées aux considérations économiques. La montée en puissance d'une nouvelle élite du monde des affaires en Turquie capable de relayer ses revendications au plus haut niveau du Gouvernement et l'importance croissante des créanciers internationaux contribuent désormais à remodeler la diplomatie turque.

L'ancien Ministre des Affaires Étrangères Davutoğlu, dans son livre *Strategic Depth*, publié en 2001 alors qu'il était encore conseiller en politique étrangère du Premier Ministre Erdoğan, accordait relativement peu d'importance aux motivations économiques. Il n'a pas clairement articulé une politique axée sur les intérêts ou les activités économiques, mais il a établi au moins deux façons dont elle pourrait influencer la politique étrangère de la Turquie¹¹.

La première est le vif intérêt et le souci des parties prenantes, définies de manière quelque peu vague comme les ONG, la société civile, les groupes d'entreprises et la mutualisation de leur soft power. Ceux-ci sont considérés comme des vecteurs de la politique étrangère turque et expliquent pourquoi les intérêts économiques, entre autres (religieux, ethnies, etc.), seraient pris en considération et deviendraient à la fois un aboutissement et un guide naturel de la politique étrangère de la Turquie.

La seconde manière dont les intérêts économiques comptent dépend de la trajectoire du développement économique d'un pays donné. En effet, Davutoğlu soutient que les pays qui s'orientent vers un modèle de croissance tirée par les exportations doivent adapter leur politique étrangère en faisant de l'ouverture de nouveaux marchés pour les produits nationaux et de l'approvisionnement sécurisé de ses intrants essentiels une préoccupation centrale de sa diplomatie.

Également, la montée des hommes d'affaires communément appelés « tigres anatoliens » et la reconnaissance de l'interdépendance économique de la Turquie ainsi que la reconnaissance explicite de l'importance de ces hommes d'affaires en tant que moteur des choix politiques sont d'autres preuves que l'économie compte beaucoup plus que ce qui a été soutenu par Davutoğlu dans sa vision de la politique étrangère turque.

C'est dans cet esprit que, la Turquie a multiplié, depuis 2002, ses stratégies vis-à-vis de l'Afrique Subsaharienne, sous plusieurs formes: renforcement des échanges commerciaux et des investissements, une insertion croissante dans les organisations régionales africaines et une diversification des champs d'intervention économique tout en incitant de nouveaux acteurs à se diriger vers cet aire géographique (Communautés d'affaires, ONG, Institutions religieuses, mouvements opérants dans le domaine de l'éducation et de l'aide humanitaire, etc.).

¹⁰ On pourrait citer à ce titre Kenan Tepedelen (2008), Rudincová, K.(2014), Mehmet Ozkan (2016), Mürsel Bayram (2020).

¹¹ Shahin Vallée, "turkey's economic and financial diplomacy", *Turkish Policy*, Volume 9, No. 4, pp.64-65, 2010.

5 MULTIPLICATION DES ÉCHANGES COMMERCIAUX TURQUIE-AFRIQUE

Les relations économiques turco-africaines ont été fortement influencées par le Plan d'Action élaboré par le sous-secrétariat au commerce extérieur en 2003, intitulé « Stratégie pour l'amélioration des relations économiques avec l'Afrique ». Les objectifs visés étaient d'accroître les parts de la Turquie dans le commerce continental, de promouvoir l'insertion de petites et moyennes entreprises turques en Afrique, de rendre la Turquie apte aux joint-ventures avec des partenaires africains et d'élargir la place des entrepreneurs, consultants et ingénieurs turcs en Afrique¹².

Les secteurs d'activité des acteurs économiques turcs sont nombreux, allant de la construction, du secteur de l'énergie, aux produits manufacturés et biens d'équipement. En retour, l'Afrique exporte ses produits agricoles et matières premières énergétiques et minérales à la Turquie. Le pétrole et le gaz du Nigeria sont par exemple particulièrement appréciés dans une stratégie de diversification des sources d'approvisionnement d'un pays qui importe 90 % de sa consommation en pétrole et 98 % du gaz.

Comme nous pouvons le constater à partir du Graphique n°1 ci-dessous, le volume des échanges entre la Turquie et l'Afrique subsaharienne a augmenté de manière significative depuis 2005, « Année de l'Afrique » déclarée en Turquie, jusqu'en 2020. La figure montre que les exportations turques vers l'ASS ont globalement augmenté régulièrement depuis 2005, à l'exception d'une brève baisse en 2014, en 2015 et en 2016, passant d'un peu plus de 1 milliard USD en 2005 à environ 8569 millions USD en 2020.

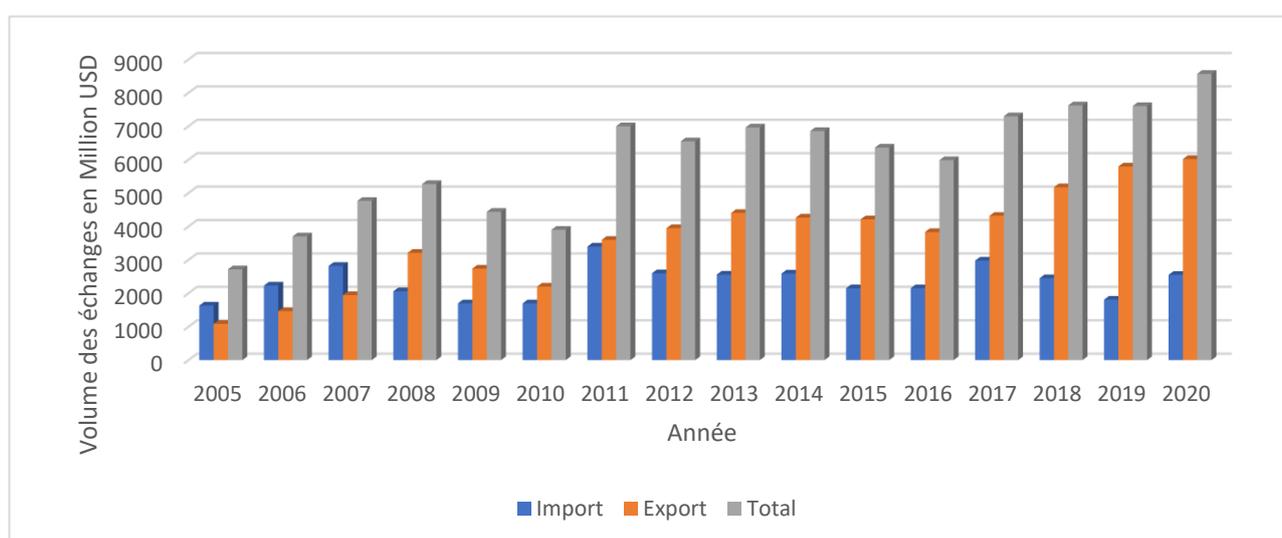


Fig. 1. Evolution des Echanges commerciaux Turquie-Afrique Subsaharienne en million USD

Source: Compilation de l'auteur (données du Ministère turc du Commerce <<http://www.gtb.gov.tr/>>)

Cependant, par rapport au volume des échanges avec d'autres pays, comme les États-Unis, la Chine ou la Russie, le volume des échanges avec les pays d'Afrique subsaharienne semble encore faible. En outre, ce volume reste encore relativement faible, même en comparaison avec les échanges de la Turquie avec l'Afrique du Nord, qui accapare environ 40% de tout le volume des échanges turco-africains¹³. De plus, les investissements turcs en Afrique peuvent difficilement être comparés aux investissements de la Chine ou de l'Inde ou d'autres puissances.

A noter également qu'outre les cinq principaux partenaires d'Afrique du Nord, les exportations de la Turquie vers l'Afrique sont concentrées sur quelques grands partenaires commerciaux d'Afrique Subsaharienne: l'Afrique du Sud, le Nigeria, l'Ethiopie, le Soudan et le Ghana. Le volume des échanges avec ces 10 pays représente près de 85% du volume total des exportations africaines de la Turquie¹⁴.

¹² Kenan Tepedelen, « The Turkish Policy of Opening up to Africa », *Dis Politika* (politique étrangère), vol. 34, n° 3-4, 2008.

¹³ Katerina Rudincova, "New player on the scene: Turkish engagement in Africa", *Bulletin of Geography, Socio-economic Series*, pp. 197–213, 2014.

¹⁴ L'objet de notre étude est l'Afrique Subsaharienne, l'Afrique du Nord n'a été évoquée que pour illustration et comparaison.

Quant aux importations, les pays d'Afrique du Nord représentent plus de la moitié des importations totales de la Turquie en provenance d'Afrique.

De ceci, les premiers partenaires commerciaux africains de la Turquie sont toujours les pays de l'Afrique du Nord malgré toutes les initiatives officielles pour développer les relations commerciales et diversifier les partenaires commerciaux avec les pays d'ASS. L'évolution de ses échanges commerciaux avec ses partenaires d'ASS indique également que les principaux partenaires commerciaux de la Turquie dans cette ère sont restés les mêmes après presque les deux décennies d'ouverture mais avec une augmentation significative des échanges commerciaux entre les deux parties.

Sur le plan des IDE, selon les statistiques du Ministère turc du Commerce, le total des entrées des IDE correspond à 337 millions USD, et 42% de ce montant provient des pays de l'UE tandis que 35% de ce montant provient d'Asie. Les entrées totales d'IDE du continent africain sont limitées. De plus, seules 465 des 5941 entreprises établies durant les dernières années avec des capitaux étrangers en Turquie sont créées par des investisseurs africains.

Si les relations économiques et commerciales avec les pays d'ASS ont continué à se développer, elles n'ont pas encore atteint un niveau optimum. Les importations de la Turquie par groupes de pays, montrent que l'Afrique n'a encore qu'une part marginale de 2,5%, des importations totales de la Turquie, en particulier par rapport aux partenaires commerciaux traditionnels comme les pays européens, asiatiques et du Moyen-Orient.

Néanmoins, la pénétration turque en Afrique reste d'une importance cruciale pour plusieurs raisons: certains pays africains considèrent que la Turquie pourrait leur servir de modèle de développement politique et économique plus que la Chine ou l'Inde; nécessité pour les pays africains de diversifier davantage leurs sources d'investissements étrangers; opportunité pour la Turquie d'alléger sa dépendance vis-à-vis de l'occident en diversifiant ses relations diplomatiques avec l'ASS.

En outre, de nouvelles opportunités économiques pourraient intéresser de plus les acteurs économiques traditionnels en Turquie. Les opportunités économiques en Afrique sont importantes, en particulier pour les petits et moyens entrepreneurs turcs, qui pourraient en tirer profit de manière significative et en même temps, soutenir la croissance économique du pays. A ce titre, les associations professionnelles telles que l'Association des Industriels et Hommes d'Affaires Indépendants (MÜSİAD) et la Confédération turque des hommes d'affaires et industriels (TUSKON) accaparent une part importante des exportations turques vers l'Afrique Subsaharienne.

La présence économique turque en Afrique devrait continuer à augmenter durant les prochaines années, sachant que tant de pays africains semblent bien assurer une viabilité de leurs environnements économiques, mais aussi de l'existence d'une volonté politique de la part du Gouvernement turc de continuer à soutenir et à promouvoir des avantages économiques au profit des différents acteurs turcs en ASS.

6 UNE INSERTION CROISSANTE DE LA TURQUIE DANS LES ORGANISATIONS RÉGIONALES AFRICAINES

La nouvelle politique africaine de la Turquie, ici comprise comme Afrique subsaharienne, a commencé avec le plan d'action pour l'Afrique adopté par Ankara en 1998. En 2003, le sous-secrétaire au commerce extérieur a formulé une stratégie pour le développement des relations économiques avec l'Afrique. Ensuite, la déclaration de l'année 2005 comme « Année de l'Afrique » par le Gouvernement turc a été considérée comme le début de la nouvelle politique africaine de la Turquie. La même année (2005), l'Union Africaine a accordé à la Turquie un statut d'observateur, et en janvier 2008, elle l'a déclarée « partenaire stratégique » de l'Afrique.

Le pays a obtenu également le statut d'observateur dans plusieurs organisations économiques sous-régionales d'Afrique telles que la Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC) (2010), l'Autorité Intergouvernementale pour le Développement (IGAD) et le Marché Commun de l'Afrique Orientale et Australe (COMESA) (2012).

En 2008, le Premier Sommet de coopération Afrique-Turquie, baptisé « Solidarité et Partenariat pour un Avenir Commun », s'est tenu à Istanbul avec la participation de 50 pays africains, et en présence du Président Abdullah Gül et le Président de la Commission de l'UA. Ce Sommet a été sanctionné par l'adoption de deux documents de base: la Déclaration d'Istanbul sur la Coopération Turquie-Afrique et le Cadre de Coopération pour le Partenariat turco-africain, et l'établissement de mécanismes de suivi: Réunion des Hauts Fonctionnaires et une Conférence d'examen au niveau ministériel.

À la suite de la tenue de ce Sommet, la Turquie a ouvert, en 2009, 20 nouvelles Ambassades en Afrique et compte en ce 2021 plus de 40 Ambassades à travers le continent et 30 Ambassades africaines résidentes sur son territoire. En conséquence, ce rapprochement a été culminé par un engagement diplomatique africain en faveur des candidatures turques dans le système international à l'instar de celle de membre non permanent au Conseil de Sécurité en 2011.

Cet approfondissement et renforcement des relations diplomatiques entre Ankara et l'ASS au cours de la 1^{ère} décennie de l'ouverture a été marqué par la tenue les 10 et 21 novembre 2014, à Malabo (Guinée équatoriale) du deuxième sommet du partenariat Turquie-Afrique. Également, en octobre 2018, s'est tenue à Istanbul la deuxième édition du Forum économique et d'affaires Turquie-Afrique,

avec la participation à ses travaux de près d'un millier d'hommes d'affaires et plus de 30 ministres venant de 49 pays du continent africain, à côté de près de 2000 entrepreneurs turcs.

Sur le plan de la sécurité, Ankara a également accru son implication dans la recherche de solutions aux conflits africains. Par exemple, le 21 mars 2010, il a coprésidé avec l'Égypte au Caire, une conférence internationale des donateurs pour la reconstruction et le développement du Darfour. Également, il a accueilli à deux reprises la Conférence d'Istanbul sur la Somalie organisée dans le cadre de la Conférence des Nations Unies respectivement en 2010 et en 2012.

En outre, ces dernières années, Ankara a également renforcé ses accords de coopération militaire avec le Nigéria, le Ghana, le Cameroun et l'Afrique du Sud, et contribué à cinq récentes missions des Nations Unies pour le maintien de la paix en Afrique: Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République Démocratique du Congo (MONUSCO); la Mission ONU-UA au Darfour (MINUAD); la Mission des Nations Unies au Libéria (MINUL); la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS); et l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI).

7 L'ÉMERGENCE DE NOUVEAUX ACTEURS DE DIPLOMATIE ÉCONOMIQUE TURCS EN ASS

En plus du rôle du Gouvernement, on note également le rôle crucial d'autres acteurs qui ont contribué, bien qu'avec le soutien et les incitations d'Ankara, au développement des relations économiques avec l'ASS. Le caractère particulier de l'action d'ouverture turque vers l'ASS repose largement sur des acteurs privés. Des modalités de collaboration de ces deux types d'acteurs (diplomatiques et privés) ont été mises sur le tas.

Par ordre d'importance et de rôle, on cite premièrement l'Associations d'Hommes d'Affaires (MÜSIAD), l'Association des Industriels Indépendants et des Hommes d'Affaires (TUSKON). Cette dernière, composée de 7 fédérations régionales, 162 associations d'entreprises et qui compte plus de 30000 entrepreneurs et hommes d'affaires comme membres, est le fer de lance de la présence économique turque en Afrique.

Ces deux organisations sont principalement la voix des entreprises turques sur le continent africain; elles représentent les intérêts du secteur privé et organisent des forums entre hommes d'affaires et entrepreneurs turcs et leurs homologues africains.

Dans le cadre du suivi des programmes de passerelle commerciale, ces confédérations organisent également des missions de prospection au profit des délégations commerciales et d'investissement dans des pays africains. Ces voyages sont généralement dirigés par le Président du pays ou d'autres responsables du Gouvernement. Il importe de souligner que les fédérations membres de ces deux confédérations sont majoritairement composées d'hommes d'affaires communément nommés les « Tigres anatoliens », chefs de petites ou moyennes entreprises venant de villes anatoliennes conservatrices telles que Konya, Denizli, Çorum, Aksaray, Gaziantep et qui sont apparus à la suite de la mise en œuvre d'une politique économique de libéralisation par le Président Turgut Özal dans les années 1980.

Deuxièmement, les ONG turques telles que la Fondation de l'Aide Humanitaire pour les Droits et Libertés Fondamentaux (IHH), par exemple, opère dans 42 pays africains et joue un rôle important dans l'aide humanitaire turque en réalisant des projets de forage de puits en Somalie, au Cameroun, au Kenya et en Éthiopie¹⁵, en mettant en place des écoles, des hôpitaux et en soignant des milliers de patients africains au Soudan, en Somalie, en Éthiopie, au Togo, au Tchad, au Niger, au Burkina Faso, au Ghana, au Malawi et au Bénin.

Troisièmement, sur le plan religieux, Diyanet est également un autre acteur parmi de nombreuses autres organisations religieuses turques, qui mène une diplomatie culturelle et religieuse avec l'encouragement et le soutien tacites du Gouvernement. C'est une autre dimension de l'engagement multidimensionnel d'Ankara envers l'Afrique. Bien que la religion ne fasse pas partie de la politique étrangère de la Turquie, du moins du point de vue officiel, elle est cependant une facette de la politique étrangère d'Ankara en Afrique. Néanmoins, il convient de noter que la politique africaine d'Ankara ne concerne pas seulement les pays où les musulmans sont majoritaires, elle l'est également avec des pays africains tels que la République centrafricaine où les musulmans sont minoritaires.

Quatrièmement, l'Agence Turque de Coopération Internationale et de Développement (TIKA), créée en 1992, a ouvert ses premiers bureaux de liaison avec l'Afrique en 2005 à Addis-Abeba, en 2006 à Dakar et en 2007 à Khartoum. Ensuite, cette agence a ouvert de nouveaux bureaux et s'est engagée dans de nombreux projets liés à l'aide au développement dans plusieurs pays africains. Actuellement, il a étendu ses opérations dans plus de 30 pays africains et dispose de onze bureaux régionaux. Ses projets concernent principalement l'éducation, l'eau et l'assainissement, le développement agricole et le soutien aux institutions locales pour le renforcement des capacités

¹⁵ Idem, p.210.

et l'assistance technique. L'agence est responsable de la mise en œuvre des projets de coopération au développement en collaboration avec d'autres institutions turques ainsi que des organisations internationales et des donateurs bilatéraux.

Depuis sa création en 1992, l'agence a mis en œuvre des projets en Asie centrale aux Balkans, en Amérique latine ainsi qu'aux îles du Pacifique. Aujourd'hui, elle met en œuvre des projets dans 150 pays avec 61 bureaux de coordination de programmes dans 59 pays, dont 21 en Afrique. Après que la Turquie ait déclaré 2005 Année de l'Afrique, la TİKA a ouvert de nouveaux bureaux à travers le continent pour améliorer sa couverture géographique et augmenter ses projets de partenariat. Le premier bureau de coordination de la TİKA en Afrique a été ouvert à Addis-Abeba en 2005. Les bureaux de Khartoum et de Dakar l'ont suivi en 2006 et 2007, respectivement.

Il est à noter que la TİKA définit officiellement son portefeuille de coopération au développement dans le cadre d'une coopération Sud-Sud. À travers des activités axées sur la demande, des programmes de renforcement des capacités, l'envoi d'experts, le don d'équipements et le financement de projets d'infrastructure, la TİKA mène des projets de coopération au développement dans les domaines de l'agriculture, de l'assainissement de l'eau, de l'énergie, des transports, des médias, de la promotion du patrimoine culturel, de l'éducation, de la santé, de la gestion des catastrophes et de l'aide humanitaire.

Selon les rapports annuels de TİKA, les projets de coopération au développement de la Turquie dans le domaine de l'éducation dans toute l'Afrique comprennent entre autres la construction du Centre d'enseignement professionnel soudano-turc à Khartoum; la création d'un laboratoire des langues vivantes au sein de l'Institut Islamique de Dakar au Sénégal; un don de centaines d'ordinateurs aux universités somaliennes; et la construction de salles multimédia dans les universités de Yaoundé et de Bamenda au Cameroun.

En dernier ressort, le secteur aérien n'est pas en reste, avec en particulier la compagnie aérienne Turkish Airlines, qui dessert une trentaine de destinations dans une vingtaine de pays africains. Les vols de la Turkish Airlines ont récemment commencé à desservir Mogadiscio, Kigali, Abidjan, Kinshasa, Djibouti, Nouakchott, Mombasa, Niamey, Ouagadougou, Libreville et Ndjamena en Afrique Sub-saharienne¹⁶. Dans cette perspective, le développement de ces vols joue un rôle stratégique et représente les intérêts turcs en Afrique.

8 ENJEUX DE LA TURQUIE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE: SONT-ILS EXCLUSIVEMENT ÉCONOMIQUES ?

Les motifs expliquant l'investissement de la Turquie en Afrique subsaharienne, peuvent être classés en deux catégories distinctes: des intérêts politiques et des intérêts économiques. Les intérêts politiques se manifestent de manière assez claire; la Turquie cherche à renforcer ses liens diplomatiques avec l'Afrique Subsaharienne. Cela s'effectue à travers l'ouverture de nouvelles Ambassades dans différents pays. Il a même été question par les autorités turques de mettre en place une procédure destinée à faciliter le régime de visa pour les pays africains.

Aussi, de nombreux auteurs évoquent le « soft power » de la Turquie en Afrique subsaharienne depuis quelques années, qui se déploie à travers l'augmentation du montant de l'aide au développement. Il est incontestable que toute aide financière au développement suppose une certaine contrepartie. Ainsi, la Turquie exerce son « soft power » dans le but d'acquiescer de nouveaux alliés. En 2008, la Turquie était candidate au poste de membre non-permanent du Conseil de sécurité des Nations Unies. Les autorités turques ont su faire jouer leurs nouvelles relations avec l'Afrique en leur faveur, en obtenant 51 voix du continent africain.

La Turquie a également obtenu le statut d'état observateur au sein de l'Union Africaine en 2005, lui permettant d'assister à toutes les rencontres. On peut ainsi affirmer que la Turquie cherche à étendre son influence géopolitique. Cette recherche de nouveaux alliés peut s'expliquer par la candidature de la Turquie à l'UE, qui pose débats. En effet, la Turquie est candidate à l'entrée de l'Union Européenne depuis 1987 (alors nommée la « communauté européenne »), elle a officiellement été reconnue candidate à l'entrée de l'UE en 1999 et les procédures de négociations ont été entamées en 2005.

Les négociations sont toujours en cours; en effet, la majorité des pays membres de l'UE, et la France notamment, sont très réticents à l'entrée de la Turquie dans l'UE. Cette réticence a été accentuée avec l'arrivée au pouvoir du parti politique AKP, parti le plus conservateur de la classe politique turque, considéré comme un parti islamo-conservateur. Il y a là certainement une crainte de voir évoluer des liens entre l'AKP et certains mouvements islamistes. De nombreuses réformes ont pourtant été entreprises par le Gouvernement d'AKP afin de remplir les critères d'adhésion à l'UE. Ce rejet et cette méfiance à l'égard de la Turquie peuvent être un facteur expliquant les raisons pour lesquelles la Turquie est à la recherche de nouveaux alliés.

Sur le plan économique, la Turquie cherche à étendre ses relations économiques avec les pays africains. En 2008, lors du 1^{er} sommet de coopération Turquie-Afrique, deux documents ont été adoptés. Le premier, intitulé Turkey-Africa partnership framework document, présente le cadre d'actions de cette coopération. Ce document cadre met en exergue la nécessité de développer les échanges

¹⁶ Ezgi Yazicioglu et Roméo Saa Ngouana, "les Relations Turco-Africaines : quel bilan en 2020 ?" CEIDES, 2020.

commerciaux et les investissements entre les deux parties et de promouvoir la coopération entre les différentes institutions en Afrique et en Turquie. Et c'est dans cet esprit que la Turquie a été admise comme membre non-régional de la Banque Africaine de Développement.

Également, lors des tournées africaines des hauts responsables du pays, ces derniers sont toujours accompagnés de Ministres aux portefeuilles clés (Economie, Agriculture, entre autres) et en profite pour signer des accords de coopération économique et commerciale. Par exemple, après sa tournée africaine de 2019, Erdogan a noué des partenariats au Sénégal confiant la gestion de l'aéroport de Dakar à des entreprises turques. De plus la Turquie a accueilli en février 2018 à Istanbul le 1^{er} Forum économique Turquie-CEDEAO dans l'objectif d'intensifier les échanges commerciaux avec cette région du Continent. Ainsi, les échanges commerciaux ont été multipliés par six en quinze ans, de 3 milliards de dollars en 2003 à 17,5 milliards en 2017 avec l'objectif d'atteindre les 100 milliards d'ici 2022.

De plus, la mise en place de Turkish Airlines témoigne de toute l'influence de la Turquie sur le Continent. Desservie dans plus de cinquante villes, elle est la première compagnie à relier autant de régions africaines et représente un avantage certain pour les déplacements d'hommes d'affaires et d'expatriés entre la Turquie et les pays d'Afrique.

Enfin, durant les dernières années, l'État turc est devenu, derrière les États-Unis, l'UE et la Grande-Bretagne, le quatrième Gouvernement donateur au monde. La TIKA est responsable de la plupart des aides publiques distribuées. Les agences sont installées uniquement en Éthiopie, au Sénégal et au Soudan mais desservent trente-sept pays africains avec comme missions principales le développement des infrastructures sociales, des techniques agricoles et la mise en œuvre de l'aide humanitaire. En 2018, Elle était dotée d'un budget total qui s'élevait à soixante-cinq millions USD.

9 DÉFIS ET CONTRAINTES DE LA DIPLOMATIE ÉCONOMIQUE TURQUE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

La Turquie a initié ses relations avec l'Afrique en mettant fortement l'accent sur l'aide et les dimensions humanitaires, mais également le pays a renforcé ses relations commerciales et économiques avec l'Afrique Subsaharienne tout en incluant la composante paix et sécurité dans la coopération avec bon nombre de pays d'ASS. Cependant, malgré la particularité de cette trajectoire, les relations de la Turquie avec l'ASS ne sont pas sans risques.

On peut affirmer que l'orientation future des relations de la Turquie avec l'Afrique Subsaharienne comporte deux risques fondamentaux. Le premier est lié à l'apparition dans le pays d'une lassitude à l'égard du continent, qui s'est développée en raison d'un manque de vision sophistiquée semblable à celle de la période d'ouverture sur cet aire géographique.

En effet, on peut le qualifier d'un risque d'essoufflement de deux décennies de nette croissance ayant marqué les relations économiques turco-africaines. Pour y remédier Mehmet Özkan¹⁷ estime qu'il est nécessaire de mettre en place une large vision ainsi qu'une planification et d'émettre de nouveaux discours en phase avec les attentes de l'ASS. Ainsi, les relations Turquie-Afrique semblent entrées dans une phase de stagnation, sachant que 60% des échanges de la Turquie avec le continent se faisaient avec l'Afrique du Nord essentiellement.

Jusqu'en 2011, les principaux pays africains estimaient que les intérêts à court terme de la Turquie en Afrique Subsaharienne étaient principalement motivés par l'économie, avançant une forte concentration sur les avantages à court terme au détriment des contributions à long terme du Gouvernement turc¹⁸. La politique d'Ankara à l'égard de la Somalie a toutefois contribué à transformer la perception des dirigeants africains de la Turquie aux niveaux national et régional.

De plus, de grandes décisions prises pour nombre d'entre elles s'éloignent des grandes logiques qui sous-tendaient jusqu'alors la doctrine de l'AKP, voire les contredisent. Toutes semblent abandonnées ou sérieusement altérées. Ce délitement de la doctrine laisse place à des stratégies axées de plus sur le court-terme, qui ne forment pas un tout cohérent, mais semblent davantage être des tentatives de réponses ponctuelles à des problèmes immédiats.

Le deuxième défi serait sa capacité à faire face aux crises et instabilités qui menacent ses intérêts en ASS. En étant à la recherche « d'un statut de puissance régionale et mondiale », la Turquie a été impactée par certains conflits qui sont venus déstabiliser et contrarier ses investissements en mettant en péril spécialement ses intérêts économiques dans certains pays à l'instar du Soudan ou la Somalie.

¹⁷ Mehmet Ozkan, "Turkey's Political-Economic Engagement with Africa", *Center for Global Policy*, 2016.

¹⁸ Abdoul Aziz Ahmadou, "l'engagement de la Turquie en Afrique : quelles configurations à l'heure du Centenaire de la République (2023)?", *Association des Chercheurs sur l'Afrique*, 2019.

En plus des sérieux risques auxquels font face les acteurs économiques turcs, le terrorisme dans certains pays et la piraterie dans le Golfe d'Aden sont des menaces permanentes pour la présence turque dans la Corne de l'Afrique, aire d'influence de premier rang pour la Turquie. A ce titre, en 2013 et 2015 respectivement, l'Ambassade turque et l'hôtel qui devait accueillir la délégation turque préparant la visite du Président Erdoğan ont été attaqués.

Sur le plan intérieur, le plus grand défi est le manque de compréhension et d'intérêt concernant l'Afrique à la fois dans les cercles politiques et dans le monde universitaire en Turquie. Cela continue d'être problématique, malgré plus d'une décennie d'engagement envers le continent. Il subsiste un manque d'études sur les affaires africaines. Bien que diverses institutions turques aient lancé des centres de recherche sur l'Afrique ces dernières années, ces organisations restent à la fois mal équipées et enclines à reproduire des approches orientalistes.

Enfin, la question de la soutenabilité des moyens financiers alloués à la stratégie africaine de la Turquie se pose avec acuité. Il faut rappeler que c'est à cause de l'insécurité et de la crise économique respectivement que les Ambassades turques en Somalie d'une part, et au Ghana et en Tanzanie d'autre part, ont été fermées dans les années quatre-vingt.

10 CONCLUSION

L'ouverture de la Turquie sur l'Afrique Subsaharienne découle d'une volonté clairement prônée par les Gouvernements successifs depuis l'accession de l'AKP au pouvoir en 2002. Le développement des relations avec cet aire géographique, s'appuie à la fois sur les outils diplomatiques traditionnels, les opérateurs économiques privés ainsi que sur des ONGs.

Suite à l'adoption en 1998 d'un programme d'ouverture sur l'Afrique, et sous l'impulsion notable d'Ahmed Davutoglu, ancien Ministre des Affaires Etrangères, la Turquie a multiplié ses actions pour renforcer ses relations commerciales et économiques avec l'Afrique Subsaharienne. La volonté affichée est de diversifier ses partenaires étrangers en développant des relations équilibrées avec d'autres pays et de renforcer la visibilité de la Turquie dans les organisations internationales en s'appuyant sur un soutien du Continent africain.

Des plans d'action sont élaborés à partir de 2003 et les démarches symboliques et concrètes se sont multipliées: visites diplomatiques, lancement de l'Année de l'Afrique en Turquie (2005), l'organisation de Sommets de coopération turco-africains, création d'une Chambre de commerce Turquie-Afrique, ouverture de nombreuses Ambassades turques sur le continent, accroissement du budget d'aide au développement conjugués à une croissance significative des échanges commerciaux.

Dans cette nouvelle conception de politique étrangère à l'égard de l'ASS, les acteurs privés jouent un rôle de pilier dans l'expansion de la diplomatie économique turque en Afrique. En effet, il existe une convergence de la diplomatie et des acteurs privés turcs correspondant aux intérêts réciproques de ces groupes d'acteurs dans la mise en place d'une dynamique d'action offensive vis-à-vis de l'Afrique Subsaharienne. Il semble qu'une communauté d'intérêts, notamment économiques, a poussé l'État turc à soutenir l'action d'acteurs privés, et les acteurs privés, en retour, à soutenir le rapprochement diplomatique turco-africain.

Cette approche ne constitue pas pourtant une caractéristique spécifique à l'expérience turque en Afrique Subsaharienne, mais s'inscrit dans un contexte de globalisation économique mondiale où les acteurs privés deviennent, au même titre que les États, des acteurs des relations internationales. Ainsi, la diplomatie par le haut, interétatique, se conjugue à une intégration « par le bas » où acteurs privés et société civile agissent en parallèle voire conjointement pour façonner le rapprochement entre Etats.

REFERENCES

- [1] Berridge and James, "Dictionary of diplomacy", Palgrave, 2001.
- [2] Kishan S. Rana, "Economic Diplomacy: The Experience of Developing Countries", Chapter 11, The new economic Diplomacy: decision-making and negotiation in international economic relations / N. Bayne; S. Woolcock, Ashgate, 2007.
- [3] Contributeurs Wikipedia, "Economic diplomacy", Wikipedia, The Free Encyclopedia.
- [4] Institut des Affaires Etrangères, "Report of the Policy Study Group on Nepal's Economic Diplomacy", 2002.
- [5] Mohamed Harakat, "la nouvelle diplomatie économique en Afrique: paradigmes et modèles", édition l'Harmattan 2020, P24.
- [6] Christian Chavagneux, "la diplomatie économique: plus seulement une affaire d'Etat", pouvoir n° 88, 1999.
- [7] John Stopford et Susan Strange avec John S. Henley, "Rival States, Rival Firms: Competition for World Market Shares", Cambridge University Press, 1991.
- [8] Shahin Vallée, "turkey's economic and financial diplomacy", Turkish Policy, Volume 9, No. 4, pp.64-65, 2010.
- [9] Kenan Tepedelen, « The Turkish Policy of Opening up to Africa », *Diş Politika* (politique étrangère), vol. 34, n° 3-4, 2008.
- [10] Katerina Rudincova, "New player on the scene: Turkish engagement in Africa", *Bulletin of Geography, Socio-economic Series*, pp. 197-213, 2014.
- [11] Ezgi Yazıcıoğlu et Roméo Saa Ngouana, "les Relations Turco-Africaines: quel bilan en 2020 ?" CEIDES, 2020.
- [12] Mehmet Ozkan, "Turkey's Political-Economic Engagement with Africa", Center for Global Policy, 2016.
- [13] Abdoul Aziz Ahmadou, "l'engagement de la Turquie en Afrique: quelles configurations à l'heure du Centenaire de la République (2023) ?", Association des Chercheurs sur l'Afrique, 2019.
- [14] Ozkan, "Africa's Place in Turkey's Foreign Policy: From Doubts to Normalization", ResearchGate, N°1-2 juillet 2018.
- [15] Lotfi Sour, "The Turkish Foreign Policy Dimensions in Africa in AKP Era", *Journal of Afro-Asian Studies*, N°1 avril 2019.
- [16] Mehmet Ozkan "Turkey in South-South Cooperation: New Foreign Policy Approach in Africa", Center for Global Policy, août 2018.
- [17] Ahmet Davutoglu, la profondeur stratégique: position de la Turquie et son rôle sur la scène internationale, Arab Scientific Publishers, Inc, 2002.
- [18] Gérard Groc, "la doctrine Davutoglu: une projection diplomatique de la Turquie sur son environnement", In *Confluences Méditerranée*, l'Harmattan 2012/4 (N° 83), pages 71-85.
- [19] Mehmet Ozkan, "Turkey's Political-Economic Engagement with Africa", Center for Global Policy, décembre 2016.
- [20] Gülbahar Yelken Aktaş, "Turkish foreign policy: new concepts and reflections", Université Thechnique du Moyen Orient, décembre 2010.
- [21] Neba Ridley Ngwa, "Turkish-african relations: an institutionalist approach of turkish foreign policy towards Africa", Université yildirim beyazit (Ankara), février 2020.